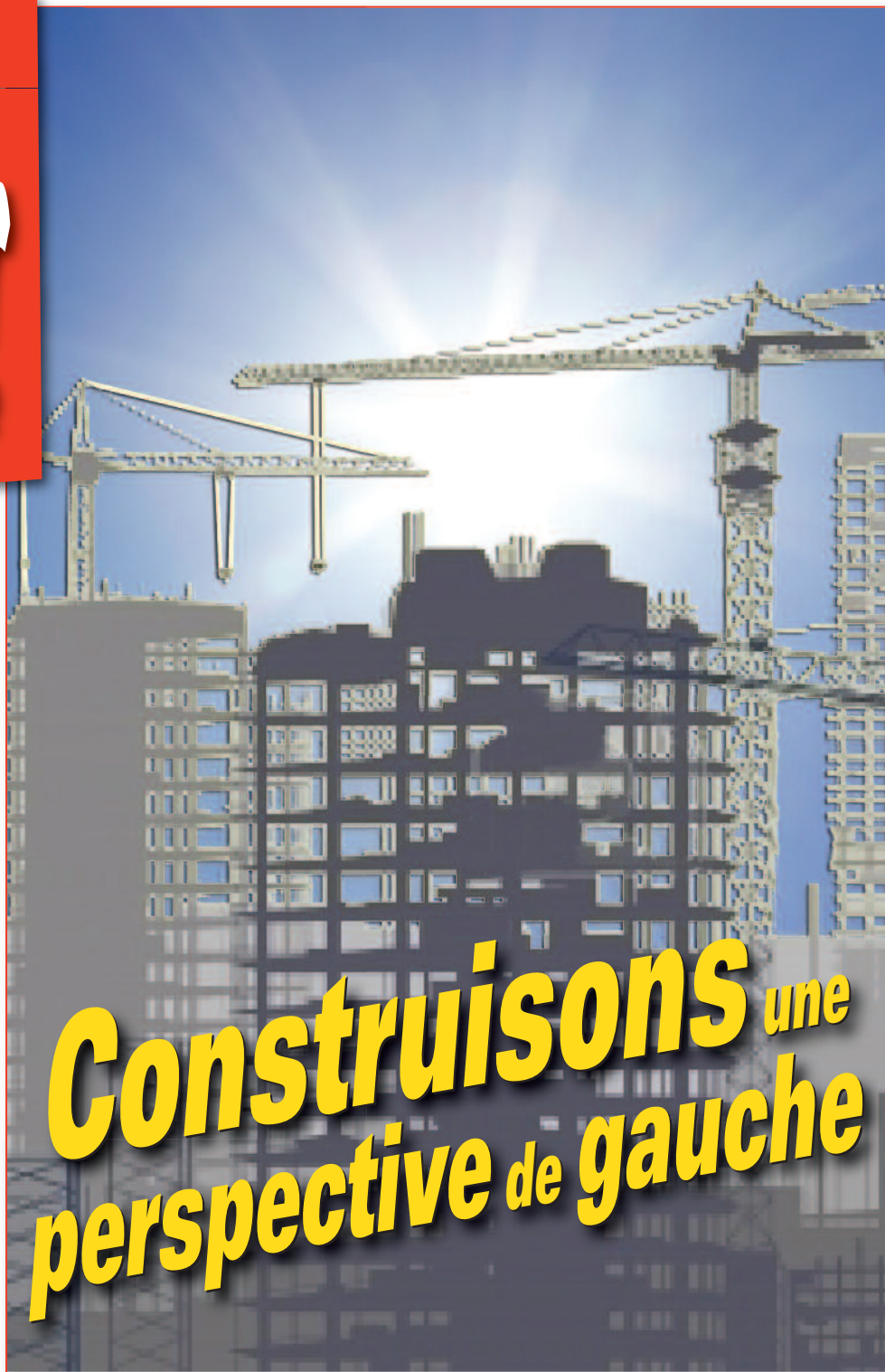


vendredi 4 juillet 2014

N° 4579

# Le Travailleur du Lot-&-Garonne

avec **supplément**



## Construisons une perspective de gauche

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 95<sup>e</sup> année - 1,20

### Sommaire

en bref p 2 et 3

Cheminots - Garorock - Retraités - Front national - Droits de l'Homme - Vente solidaire

à mon avis p 3

actu p 4 à 6  
Réforme territoriale; défense du service public - École - Région

locale p 7

Estillac - Marmande - Val de Garonne - Casteljaloux - Agen

culture p 8

Musique - Marchés nocturnes



### Casteljaloux Questions municipales



### Carte scolaire Où sont les moyens?

### Néocolonialisme Un combat très actuel



### Réforme territoriale Mauvais coup pour le peuple



# en bref

## Droits de l'homme Une avancée prometteuse

Jeudi 26 juin, malgré l'opposition de la France, de l'Allemagne et des États-Unis, le conseil des Droits de l'homme de l'ONU s'est prononcé en faveur d'un projet de résolution déposé par l'Équateur et l'Afrique du Sud afin d'élaborer de nouvelles normes internationales contraignantes sur les entreprises multinationales et les droits humains. Au moment où les forces du capital essaient d'imposer aux peuples et aux États leurs volontés à travers le traité transatlantique et le TISA cette décision est une initiative bienvenue et justifiée, tant il est urgent

l'ASSAD de 23000 à 3000 euros (500 familles disposent des services de l'ASSAD). Le maire exigeait un changement de gouvernance. Le président actuel répondait qu'il tenait sa légitimité de l'assemblée générale et a été réélu, à l'unanimité, le 25 juin dernier. ■

de mettre fin à l'impunité dont bénéficient les multinationales et de garantir l'accès à la justice pour les victimes de leurs activités. Le PCF salue cette avancée et condamne le vote français qui, une fois encore, s'est aligné sur celui des USA, de l'Allemagne. ■

## Vente solidaire

Comme chaque année, le MODEF (syndicat des exploitants familiaux agricoles), organise une **vente solidaire au juste prix** qui permet aux producteurs de vivre de leur travail et de freiner les appétits des centrales d'achat, de la grande distribution qui réalisent des substantiels bénéfices. Cette initiative est organisée en partenariat avec les militants, les élus communistes de la Région parisienne qui assurent, en plein mois d'août, cette vente solidaire à l'occasion de leur rentrée politique, avec la préparation de la fête de l'Huma... C'est aussi l'occasion de

## Fumel Procès de l'amiante

Trois cent cinquante salariés de l'usine ex Sadeffa (Metaltemple) ont sollicité une indemnisation à hauteur de 30000 euros, au conseil des prud'hommes, pour reconnaître les troubles liés à l'exposition à l'amiante. L'inquiétude porte sur le risque de contracter une maladie de type cancer broncho-pulmonaire. Les juges ont mis leur décision en délibéré au 25 septembre 2014. Les salariés de l'usine Babcock et Wanson, située à Nérac, sont également concernés par cette situation, après ceux de la verrerie de Vianne. ■

traiter de la vie et du travail des producteurs, des consommateurs jusqu'à la fête de l'Huma à l'Auberge Gasconne, tenue par la fédération du Lot-et-Garonne du PCF depuis soixante-dix ans. Cette vente solidaire au juste prix aura lieu le 21 août. ■

## Front national No future!

Le Front national qui claironnait le contraire tout au long de la campagne des européennes, vient d'échouer à constituer un groupe au Parlement européen. Si l'opération de banalisation du FN a malheureusement fonctionné lors du scrutin européen en France, l'opération séduction de Marine Le Pen a rencontré des résistances en Europe. En revanche, les Français pourront compter sur une voix solidaire et progressiste, celle d'un groupe de la Gauche unie européenne – Gauche verte nordique, avec cinquante-deux euro-députés; un groupe renforcé, paritaire, plus divers et déterminé à combattre aux côtés des salariés contre l'Europe libérale et pour une Europe au service des peuples. ■

## Rencontre des « Garockeurs »

Samedi 28 juin, les militants communistes étaient présents sur le marché où déambulaient des centaines de jeunes campeurs Garorock. De multiples échanges ont eu lieu avec un tract diffusé par les militants communistes sur les luttes actuelles: chemiots, intermittents, réforme territoriale, mais aussi sur le travail de rassemblement pour construire une autre voie, celle de la répartition équitable des richesses. Des flyers comprenant le programme de la fête de l'Humanité 2014 ont été diffusés. Six **ravailleurs** ont été vendus. La municipalité de droite vient de réduire arbitrairement la subvention de

## Les retraités dans la société

Selon les démographes, les retraités représenteraient bientôt un tiers de la population française et la période de la retraite s'étalerait de 25 à 30 ans. Face à un tel bouleversement, il faut que la société et les politiques prennent en compte cette évolution. Contrairement à l'image largement diffusée dans les médias, la retraite n'est pas faite que de loisirs « égoïstes ». 52 % de retraités ont une activité bénévole dans le domaine culturel, syndical, sportif, humanitaire, politique... Pour conclure, le bénévolat retraité est chiffré en milliers d'heures et d'euros virtuels. Le salaire du retraité, c'est un sourire, un merci ! La plupart

d'entre eux, s'occupent de leurs petits-enfants et 63 % des retraités aident pécuniairement leurs enfants ! Il ne faut pas oublier aussi que de nombreux retraités sont empêchés de réaliser leurs projets à cause de problèmes de santé, de contraintes familiales ou financières. Ils sont préoccupés, comme les actifs, par leur pouvoir d'achat. En 2014, 4 % d'entre eux exercent une activité rémunérée et qu'en serait-il si on laisse faire les réformes successives sans les combattre ? (ex: le système de retraite par répartition pour choisir celui par capitalisation). Les retraités ne sont ni des privilégiés ni une charge pour la société. Ils

s'inquiètent des solutions qui seront apportées par la société quand ils vivront la perte de leur autonomie. Ils voient autour d'eux des maisons de retraites privées où il faut payer jusqu'à 2700 euros par mois. Tous sont dans l'attente de réponses institutionnelles qui permettra à chacun, « riche » ou « pauvre », de finir ses jours dans la sérénité et la quiétude. **Est-ce trop demander après une vie de labeur commencée très tôt pour les plus âgés d'entre eux ?** Ne nous faisons pas d'illusion: comme pour le reste, il faudra se le gagner par la lutte (exemple: exiger la construction de maisons de retraites publiques). ■

Marie Renée Gérard

à mon  
avis



## Cheminots Gouvernement et direction se liguent contre les grévistes

« Il faut savoir arrêter un mouvement », a déclaré François Hollande, repris par Ivan Levaï sur France Inter. Dans leur plagiat de la célèbre formule de l'ancien secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, ils « oublient » son sens en la tronquant : « Si le but est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique, tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais si l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications. » (11 juin 1936). À l'issue du vote à l'Assemblée nationale, la direction de la SNCF estime de bon ton d'avoir recours à la provocation et au mépris. Elle se paie un spot publicitaire diffusé à la télévision qui présente ses « regrets » face aux « moments pénibles » vécus par les usagers lors des mouvements de grève. La direction assure avoir « tout mis en œuvre » pour soulager des voyageurs quasi-martyrs, à qui l'on distribue des bouteilles d'eau, dans une mise en scène digne d'une opération de secours humanitaire. Il s'agit là d'une insupportable hypocrisie. En rejetant la responsabilité des perturbations sur les cheminots, qui n'ont fait qu'exercer un droit de grève que leur garantit la Constitution, la direction de la SNCF cherche à se donner bonne conscience. Le conflit n'aurait-il pas été évitable si elle avait accepté d'écouter les revendications et les propositions portées par les syndicats, et si la majorité PS-EELV à l'Assemblée (seuls quatre députés « frondeurs » ont voté contre, comme le groupe communiste) avait bien voulu les écouter ? ■

Alain Bouchez



**Le Travailleur du Lot-et-Garonne**

fondé par **Renaud JEAN**, premier député communiste de France

directrice de la publication : **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef :  
**Nicolas Lucmarie** - rédaction : **Michel Ceruti, Lysiane Chantre Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

**18, rue Jules Ferry 47 006 Agen**

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

**letravailleur@orange.fr**

CCP 1309 19X Bordeaux 3<sup>e</sup> trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

# Donner corps à l'alternative

En ces temps difficiles, il est fréquent d'entendre, à gauche, que les choix successifs du gouvernement sont faits de renoncements, voire de trahisons. Réjouissons-nous du partage de cette analyse, mais surtout, et c'est ici que se situe notre plus grand défi, ne nous en contentons pas. Oui, le Gouvernement s'est converti aux politiques du MEDEF, de la finance et reste sourd aux mobilisations populaires. Les dernières en date, cheminots et intermittents, en sont des preuves évidentes. Passé ce point d'accord, ce qui presse n'est pas tant l'analyse de cette conversion (trahison du PS, vrai visage du PS...) que l'action. Même divisée, la droite et son extrême vont vite et parient sur l'échec de la gauche pour reconquérir le pouvoir. Il nous faut donc, pied à pied, combattre la politique de Valls et de Hollande mais surtout ne pas se cantonner à un front du refus, à une opposition stérile. Il est de la responsabilité de ceux qui ne renoncent pas de donner à voir des issues possibles. Les communistes, avec le Front de gauche, ne manquent pas d'idées, de propositions élaborées au fil des échéances électorales et des contacts avec le monde associatif, syndical... Encore faut-il s'atteler à les énoncer, à les partager, à les confronter. Enfin, au-delà de ce travail, un autre défi est à relever : celui de rendre possible un grand mouvement populaire et citoyen qui donnera corps à l'alternative, à gauche. Sans relever ces deux défis, la contestation des choix gouvernementaux, fussent-ils pertinents, ne donnera pas le résultat que nous souhaitons, celui d'un changement durable générateur de progrès social. ■

Nicolas Lucmarie

## conseil régional Conséquences de la baisse des dotations d'État

**La séance plénière du 23 juin a traité du budget et du compte administratif. L'occasion, pour plusieurs intervenants, dont deux élus du Front de gauche, de pointer du doigt les conséquences de la baisse de la dotation d'État à la collectivité territoriale (9 millions d'euros dès cette année).**

La présentation du budget par la présidence montre que les finances sont saines et le taux d'endettement faible. Cependant, il apparaissait peu à peu au cours des débats, d'une part que la croissance de la pauvreté dans plusieurs régions rurales d'Aquitaine devenait inquiétante, même pour ceux qui ne s'intéressent qu'aux « start-up » et aux pôles de compétitivité; d'autre part que cette pauvreté se diffusait dans toute une classe de la population, celle qui travaille. Des indicateurs, comme la nécessité de subventionner les repas des lycéens de « familles modestes » (on ne dit pas pauvres, c'est vulgaire), soulignaient cette progression inquiétante.

### Travailleurs de la culture

Dès le début de la séance, Isabelle Larrouy eut l'occasion de montrer le soutien apporté par le Front de gauche aux salariés en lutte: une délégation de travailleurs de la culture, contraints à la précarité et l'intermittence, est venue interpellé les élus depuis la tribune du public. Reprenant une phrase du président de séance, elle affirma: « Vous avez dit « la chômage est une souffrance ». C'est une souffrance partagée par l'ensemble de la société. Mais nous n'avons pas la même approche que vous, et il y a des raisons à cette souffrance ici exprimée, et parmi elles, c'est la casse du service public de Pôle

Emploi. Nous demandons que Pôle Emploi retrouve des moyens humains et financiers à la hauteur de ses missions, et il n'est pas besoin de rappeler les conditions de travail des salariés de Pôle

Emploi. Le suicide dans cet organisme est une réalité, et ce n'est pas supportable. » L'applaudissement des manifestants dans les tribunes irrita le président de séance qui tenta de les

faire taire. Un peu plus tard, Isabelle Larrouy eut l'occasion de rappeler la responsabilité gouvernementale et le poids du pacte de responsabilité dans cette crise. ■



## Réforme territoriale Défendre le conseil général, c'est défendre le service public

**lundi 30 juin s'est tenue, au conseil général, une séance plénière exceptionnelle, entièrement consacrée à une actualité devenue incontournable pour le sort du département de Lot-et-Garonne: la réforme territoriale. Nous avons demandé à Raymond Girardi, vice-président du conseil général de réagir à l'annonce de cette réforme.**

### Quel est le sens de la réforme territoriale?

Les projets de loi présentés par le gouvernement en Conseil des ministres, la semaine passée, annoncent la couleur, celle d'une véritable « dévitalisation ». Avant leur suppression supposée définitive en 2020 (mais beaucoup de choses peuvent se produire d'ici là), les départements sont condamnés à une lente agonie, progressivement vidés de leur substance, ne subsistant pour eux qu'un reliquat de compétences d'action sociale et d'aménagement des territoires.

### En défendant les élus, n'avez-vous pas le sentiment de protéger votre pré carré?

En pointant les élus et les collectivités dont ils ont la charge

au moment même où la situation économique et sociale est difficile, le gouvernement agite un leurre destiné à faire oublier la contestation de ses choix et le sentiment que les attentes populaires ne sont pas prises en compte. Je tiens à le dire tant il est dans l'air du temps de pointer les élus locaux, que défendre l'échelon départemental n'est pas un combat d'arrière-garde d'élus locaux voulant préserver leur mandat. Non, il ne s'agit pas, comme le Gouvernement le laisse entendre (non sans arrière-pensées démagogiques, d'ailleurs), de conserver quelques avantages, de préserver son petit pré carré. En cela, il est bien aidé par un discours médiatique qui méprise les collectivités, le statut de fonctionnaire et les notions de dépense et de services publics. Ceux qui défendent les conseils généraux ne sont

pas des conservateurs attachés à leurs prérogatives.

En surfant sur l'idée que les élus coûtent cher, qu'ils sont trop nombreux, le Gouvernement souhaite, en fait, supprimer ceux qui sont le plus proches des citoyens. Ces derniers sont certainement au regard du pouvoir national, trop sensibles, trop à l'écoute des préoccupations populaires et dépenseraient trop d'argent à leur service.

### Pourquoi une telle réforme, alors?

J'en reviens au fond de la question: l'enjeu n'est pas l'avenir des élus mais bien celui de notre collectivité qui intervient dans le quotidien des citoyens. En effet, l'idée que les économies annoncées pourraient être effectuées simplement en supprimant des élus est une tromperie: supprimer des élus conduira à des économies de « bouts de chandelle » ou « d'effets d'annonce »...

Regardons maintenant de près les chiffres annoncés quant aux économies. Le moins que l'on

puisse dire, c'est qu'ils sont fantaisistes, allant du double au triple : 5, 10 voire 15 milliards... Ces prétendues économies financières sont avancées sans avoir fait l'objet d'études préalables, sans que l'on puisse clairement identifier leurs sources potentielles. Ce flou cache en fait une réalité qu'il est facile de comprendre : les économies se feront, à terme, sur les services aux populations. Il ne peut en être autrement et ceci serait la continuité logique de la baisse des dotations aux collectivités : 11 milliards d'ici à 2017 avec le Gouvernement actuel... Les économies réelles se feront au détriment des services indispensables à la population, ceux dont les élus locaux ont la charge et qui ont pourtant une efficacité reconnue (aide aux communes, aux écoles, aux associations loi 1901..., entretien du réseau routier, action sociale (personnes âgées, handicapées...), collège...).

### **Vous avez insisté dans votre intervention sur la question du service public, est-il menacé par la réforme ?**

Pour moi, il s'agit bien d'un combat pour les milliers de nos concitoyens qui ont tous affaire au Département, à un moment de leur vie et, surtout, de par ses compétences, dans les moments de

difficultés sociales. C'est aussi et j'y tiens particulièrement, un combat pour la reconnaissance de la qualité du travail des agents du conseil général de Lot-et-Garonne qui font vivre le service public départemental et sa proximité irremplaçable avec les habitants. Je veux d'ailleurs, saluer l'action des agents du Département, une action désintéressée guidée par le souci de l'intérêt général, le bien-être des familles lot-et-garonnaises et le développement de notre

Département. C'est donc bien de service public qu'il est question, du niveau de réponse aux populations et de leur accompagnement. Il n'y a, à ce jour, aucune visibilité qui est donnée sur le transfert de nos compétences actuelles. Vers qui et surtout avec quels moyens ?

### **Et la question démocratique ?**

Au-delà de la question des services de proximité, essentiel notamment dans les territoires ruraux, il y a la question de la démocratie locale. Présentée comme une nouvelle étape de la décentralisation, cette réforme cache, en réalité, une recentralisation des pouvoirs. Le « millefeuille » territorial, l'enchèvement des compétences auquel prétend s'attaquer le gouvernement sert d'alibi pour confisquer les pouvoirs locaux et éloigner les centres de décisions de nos concitoyens. Or, ces derniers, principales victimes de la crise, sollicitent une proximité toujours plus importante avec leurs élus. Oui, cette réforme constitue un signal négatif pour les populations qui aspirent à une prise en compte du « local » qui constitue leur cadre de vie immédiat.

## Réforme territoriale Des chiffres qui parlent

### **L'assemblée des Départements de France a commandé un sondage auprès des habitants de Lot-et-Garonne sur la réforme territoriale.**

Voici quelques chiffres :

- 87 % des Lot-et-Garonnais ne considèrent pas la suppression des Départements comme une priorité à la réforme territoriale ;
- 79 % des habitants de Lot-et-Garonne se disent attachés à leur département ;
- 77 % des habitants de Lot-et-Garonne font, avant tout, confiance aux collectivités locales pour améliorer leur quotidien ;
- 69 % pensent qu'une réforme de l'organisation administrative de la France est nécessaire ;
- 70 % sont opposés à la suppression de leur Département.

Enfin, les solutions à étudier en priorité s'agissant de la réforme territoriale sont pour les personnes interrogées...

- 69 % la prise en compte la réalité des territoires ;
- 66 % la diminution du poids de l'État pour renforcer la capacité d'agir des collectivités locales ;
- 35 % la réduction du nombre de Régions, de Départements ;
- 13 % la suppression des Départements partout en France.

Concernant leurs attentes vis-à-vis des collectivités locales, les Lot-et-Garonnais placent en premier : la lutte contre les inégalités territoriales, notamment entre espaces ruraux et urbains et le maintien d'un lien de proximité entre les élus locaux et les habitants. ■

### **Que proposez-vous pour ne pas rester dans le statu quo ?**

La France, cinquième puissance économique mondiale, dispose de richesses considérables. Il n'est qu'à regarder les 80 milliards d'euros de fraude et d'évasion fiscale perdus chaque année. En près de 30 ans, 10 % de la totalité de la richesse produite dans notre pays est passée de la poche des salariés à celle des actionnaires, soit 195 milliards euros par an. L'argent existe bien ! Oui, il y a besoin d'évolutions concernant nos institutions. Pour autant, je reste persuadé que ces évolutions n'appellent pas leur disparition, pure et simple ou leur transformation, en structures centralisées, gigantesques, loin des citoyens et des usagers des services publics. Au contraire, elles appellent plus de démocratie, d'implication citoyenne, de coopération et de proximité. La suppression des conseils généraux et des Départements aura une répercussion incommensurable sur le paysage français. Au regard du contexte socio-économique au niveau national, les supprimer relèverait d'un non-sens. ■



# Éducation nationale Carte scolaire à flux tendu

**Le dernier conseil départemental de l'Éducation nationale s'est tenu le 27 juin dans un contexte de carte scolaire toujours tendu. Faute de dotation départementale suffisante, l'administration ne peut que gérer la pénurie. Ainsi, de nombreuses écoles ne savent toujours pas dans quelles conditions elles commenceront l'année scolaire.**

Pour le SNUipp-47, cette réunion confirme ce qu'il annonçait en avril : la dotation « nulle » « généreusement » octroyée par le recteur pour la rentrée 2014 entraîne une carte scolaire à la limite de la rupture, à flux tendu. Cette carte scolaire à flux « hypertendu » soumet l'ensemble de la communauté éducative à rude épreuve et ne permet même pas d'absorber la croissance démographique dans le département. « *Que reste-t-il alors de l'ambition pour l'école, affichée à grands coups médiatiques par le président de la République lors de sa prise de fonction ?* » résume le

syndicat. Ce dernier fait les constats suivants concernant la rentrée :

- des écoles, en blocage à la fermeture, vont devoir patienter jusqu'à la rentrée pour connaître leur sort, en espérant que quelques

familles n'aient pas l'idée « *ô combien saugrenue !* » de déménager d'ici là, sous peine d'essuyer illico une fermeture de classe ;

- des écoles en blocage à l'ouverture, pas mieux loties que les autres, vont espérer en septembre glaner quelques miettes de postes arrachées aux précédentes ;

- dispositif « *plus de maîtres que de classes* », une liste d'attente pour des moyens inexistantes ;

- dispositif « *accueil des moins de trois ans* », accord s'il peut être mis en place sans moyens supplémentaires ;

- reconstitution des réseaux d'aides aux enfants en difficulté sacrifiés par le précédent gouvernement - bloquée par le manque

de moyens ;

- récréation d'un nombre conséquent de postes de remplaçants pour éviter les centaines de journées non remplacées recensées pendant l'année scolaire écoulée - même pas envisageable.

Enfin, l'organisation syndicale rappelle les effets nocifs de la mise en place précipitée des nouveaux rythmes scolaires qui engendrent au niveau de la carte scolaire, une concurrence accrue entre les communes, selon le type d'organisation choisi par celle-ci (type d'activités, garderies, cantine du mercredi midi, activités le mercredi après-midi...). Certaines familles vont changer leur enfant d'école, à la rentrée prochaine, pour des choix concernant les activités périscolaires, complexifiant un peu plus les prévisions de répartition des élèves dans les établissements.

N'oublions pas, la France est l'un des pays au système éducatif le plus inégalitaire ; entre les « *meilleurs* » élèves et les « *moins bons* », l'écart est le plus important, où la réussite dépend le plus étroitement de l'origine sociale... ■



## Il y a matière à réflexion Les États-Unis et l'Otan ont nourri la haine et semé le chaos

« La paix viendra quand chacun sera assis sur son propre figuier » (proverbe oriental)

Les guerres provoquées par les États-Unis et les Occidentaux ont causé la mort de centaines de milliers de personnes. Des sociétés humaines se sont fracturées et s'entre-déchirent. Les attentats se sont multipliés, les groupes extrémistes se sont renforcés.

Et, ces temps-ci, on redoute une généralisation de la guerre au Moyen-Orient, étant donné la situation en Syrie, en Iraq, en Afghanistan.

**Plus il y aura d'interventions armées occidentales, plus il y aura de désastres**

Dans le Travailleur de Lot-et-Garonne, bien avant la guerre en Iraq, nous avons écrit qu'un tel conflit, voulu par les États-Unis, serait une folie criminelle, ne pouvant qu'empoisonner les relations internationales, favoriser l'intégrisme islamiste, déchaîner la haine et le ressentiment à l'égard de l'Occident, le 27 janvier 2007, nous écrivions ceci : « *Il est probable que les États-Unis devront quitter l'Iraq comme un chien battu, la queue entre les jambes... Beaucoup de peuples ont subi tant d'affronts, d'humiliations, et de pillages, de la part d'Occidentaux, qu'il ne faut pas s'étonner de ce qui se passe* ». Et nous citons cette phrase de Cervantès : « *L'édifice de la haine est construit avec les pierres* ».

**La démocratie n'est pas un produit d'exportation**

Les interventions militaires occidentales, que ce soit sous le colonialisme ou le néocolonialisme, ont toujours eu pour prétexte d'apporter la civilisation et la démocratie. En réalité, leurs buts étaient d'ordre

économique et géostratégique, sur fond de rivalités entre pays occidentaux.

Quand bien même de telles interventions s'effectueraient avec de bonnes intentions, elles ne pourraient produire que des effets négatifs, voire néfastes, parce que la démocratie, la liberté, le mode de vie ne sont jamais des produits d'exportation, ni le résultat d'une greffe, mais toujours l'aboutissement de l'action de chaque peuple.

Les dernières interventions militaires de la France en Afrique (Libye, Mali, Centrafrique) n'échappent pas à cette réalité, sans parler des arrière-pensées évidentes, de nature néocolonialiste. On voit bien, en effet, que la situation se dégrade, s'envenime. Bref, le pseudo-remède finit toujours par être pire que le mal.

On se souvient qu'en 2003, les États-Unis ont envahi l'Iraq « *pour y rétablir la démocratie* » prétextant que ce pays possédait « *des armes de destruction massive* » et que Saddam était complice de Ben Laden. Or, ce n'étaient que mensonges et forfaits. En réalité, il s'agissait de s'emparer du pétrole et d'occuper une nouvelle position stratégique, comme en Afghanistan.

On a pu voir tout ce que cela a donné : beaucoup de mal a été fait, c'est pourquoi il est urgent de s'opposer au néocolonialisme et d'exiger des relations économiques internationales mutuellement avantageuses. Et les options militaires doivent faire place à des solutions politiques et diplomatiques. ■

Edmond Coëdelo

## Estillac

### Salariés en lutte

Cette journée du 26 juin était le point d'orgue d'une semaine de mobilisations interprofessionnelles à l'appel de la CGT. Elle a été marquée par 117 manifestations et rassemblements. Sous des formes diverses et souvent dans l'unité syndicale, les salariés marquent leur volonté d'imposer d'autres solutions à la crise. Ils rejettent les politiques d'austérité à l'œuvre dans notre pays. Ces mobilisations augurent d'un été revendicatif et pèseront sur la conférence sociale des 7 et 8 juillet. Deux rassemblements étaient organisés dans le département. Une cinquantaine de militants se sont retrouvés devant Mericq pour un pique-nique militant, étaient représentés : les unions locales, les cheminots, l'hôpital d'Agen, celui de la Candélie, la FAPT, EDF, la MACIF, la CPAM, la CARSAT, les territoriaux d'Agen, ceux de Bon-Encontre, l'ALGEEI, UCR, les chômeurs, MTA, Auchan, RDF, la mairie de Layrac, la communauté d'agglomération d'Agen, CGT Educ'Action, Mericq. ■

## Val de Garonne

### Bataille pour un fonds

Lors du dernier conseil communautaire, la répartition du fonds de péréquation intercommunal, entre Val de Garonne et les communes, a été évoquée. Ce fonds est une répartition relative entre communautés riches et pauvres en France. Cette année, il était en progression de 361350 euros; l'an passé, il totalisait 714994 euros. Le président Benquet, UMP, proposait de répartir cette augmentation de 361350 euros ainsi : 50 % VGA et 50 % entre les communes. Philippe Rigal, élu bazeillais, tête de liste de la gauche minoritaire a rappelé que les communes voyaient leurs dotations

## Miramont

### Associations visées

Avec l'installation de la nouvelle municipalité de droite, les premières délibérations tombent : baisse de 10 % des subventions aux associations qui recevaient plus de 500 euros. Il y en a quarante-quatre à Miramont-de-Guyenne : signe d'une vie citoyenne active où l'on réfléchit, se concerta, organise... en un mot des lieux de démocratie ! On peut se demander si c'est cela qui dérange la nouvelle municipalité? ■

Roger Déjean

## Marmandais

### Nouveau président au SMIDEM

Bernard Monpouillan, nouveau maire de Samazan a été élu président du SMIDEM (syndicat mixte intercommunal du développement économique du Marmandais) en remplacement de Michel Le Boustouler qui a occupé ce poste durant dix-sept ans. Ce syndicat comprend 33 délégués : douze issus de Val de Garonne, douze du conseil général, huit de la communauté des communes des Coteaux et Landes de Gascogne et un de Haute-vignes. Trois vice-présidents ont été élus : Jacques Bilirir, Bernard Massias, Philippe Labardin ainsi que cinq membres du bureau : M. Balaguer, M. Girardi, Mme Poveda, M. Derc, M. Thoumazeau. Cette zone se situe à la sortie de l'autoroute Marmande-Samazan et comprend plusieurs dizaines d'hectares destinés à des entreprises. ■

Michel Ceruti

baisser et qu'il n'était pas question d'augmenter les impôts locaux. Il refusa de voter cette proposition sachant qu'il faut l'unanimité pour cela. Jacques Bilirir, vice-président, proposait que, cette année, la somme de 714994 euros soit accordée à VGA et que l'augmentation de 361350 euros soit répartie entre toutes les communes. Malgré seize abstentions, dont celle du président, la décision a été finalement adoptée, après suspension de séance (aucun contre). ■



## Marmande

### Le coin du marché

#### Ça grogne

La question salariale est montée en force dans l'entreprise aéronautique marmandaise qui emploie près de six cents salariés. « Très encourageant » constatent les militants communistes, « lorsque l'on sait le matraquage médiatique contre le « coût du travail » organisé par le MEDEF, la droite et son extrême, ainsi que le gouvernement. Un encouragement aussi à continuer et à amplifier notre campagne sur le coût du capital ». Un autre salarié leur confiait, également sur le marché, la charge de travail en augmentation constante, situation qui rend inopérante la campagne « gestes et postures » concernant les troubles musculo-squelettiques... à suivre donc.

#### Ça grogne encore

Renseignements pris auprès de Météo France, le préfet avait pris la décision d'annuler la fin d'après-midi et la soirée de samedi du festival Garorock. Principe de précaution ou bien pour se couvrir? Il n'empêche que cette décision a créé beaucoup de pagaille : pas si simple de mettre à l'abri 10000 festivaliers. Finalement, la décision sera annulée et la fête pourra continuer. Nous tenons à remercier le préfet pour l'attention qu'il porte à notre jeunesse et nous l'invitons à mettre en œuvre le principe de précaution quant aux mesures de violences libérales gouvernementales qui les frappent!

#### Humour (riche)

On ne peut pas douter de la sincérité de ce retraité qui, en prenant notre tract, affirme ne plus comprendre cette société. En effet, lui, qui n'a jamais pensé tuer sa belle-mère, ne peut pas comprendre qu'un consul honoraire de Pologne, ait fait assassiner la sienne... sachant que celle-ci lui versait une pension de 500000 euros mensuels. Problème de fin de mois? On ne saura jamais! Incorrigibles, ces riches. ■

Les communistes du marché



*Des artistes prestigieux se produisent sur les deux instruments historiques de la cathédrale d'Agen. Le répertoire de la musique d'orgue ou instrumentale est proposé. Une visite du grand orgue est possible à l'issue de chaque concert. Direction artistique: Jérôme Chabert. À partir de 17h00, cathédrale Saint-Caprais d'Agen.*

## mercredi 9 juillet

Caroline **Dubroca-Chaudru**, organiste titulaire de la cathédrale d'Aire sur l'Adou et Yannick **Belkanichi**, trompette. **Programme:** Bach, Haendel, Torelli

## mercredi 16 juillet

La Chapelle Musicale Ars Cantus. Pauline **Chabert**, orgue. **Programme:** Haendel Le Messie

## mercredi 23 juillet

Isabelle **Lagors**, Harpe et Christian **Ott**, organiste co-titulaire de la cathédrale de Versailles

## mercredi 30 juillet

Pascale **Rouet**, organiste concertiste. **Programme:** Bach, Buxtehude, Alain, Aubertin

## mercredi 6 août

Jérôme **Chabert**, organiste titulaire de la cathédrale d'Agen. **Programme:** Bach, Mozart, Franck, Perné, Lefébure-Wély

## mercredi 13 août

Duo Ma non troppo: Alexandra **Bruet**, orgue et Pierre-Marie **Bonafos**, saxophone soprano  
**Programme:** Bach, Piazzola, Bonafos

## mercredi 20 août

Laurent **Carle**, organiste titulaire de la cathédrale de Tarbes. **Programme:** Mozart

## mercredi 27 août

Natacha **Triadou**, violon. Luc **Stellakis**, organiste titulaire de l'église Notre-Dame- des-Victoires. ■

# CASTILLONNÈS

21 heures  
cour de la mairie  
Entrée 10€

Les Mercredis de la Bastide

Mercredi 20 août, Soirée Téléphone avec Hyphone

Mercredi 13 août, Soirée occitane

Mercredi 6 août, L'Échappée Brel

Mercredi 30 juillet, Soirée internationale

Mercredi 23 juillet, Charlie M

Mercredi 2 juillet, Lorène Devienne

Mercredi 9 juillet, Tous en scène

Mercredi 16 juillet, "La Bastide qui chante" avec Diane Tell

Réservation à l'office de tourisme  
Tel. 05 53 36 87 44

Laure, Ligne & Beauté  
Esthéticienne  
Tel. 06 15 20 90 84  
Lieu-dit "Courrèges", à 3 minutes de Castillonès, route de Douzains

L'ASSOCIATION DE L'UN À L'AUTRE PRÉSENTE

# CONCERTS AU VILLAGE

2<sup>E</sup> ÉDITION //////////////// MONFLANQUIN

12.07 LES BOUILLANTS  
MUSIQUE ACOUSTIQUE

26.07 MADFAYA  
REGGAE  
BAMBOUS SELECTORS  
DJ SET

21.08 EL GATO NEGRO  
CUMBIA & REGGAE

30.08 EL FORRO PIFADO  
FORRO

PROX DE L'ENTRÉE  
3 EUROS  
DÉMARRAGE À  
20H30

LA CAVE | PLACE DES ARTS

LOT-ET-GARONNE  
Pour nous contacter  
E-mail » contact@concert-monflanquin.fr  
Tél » 06 74 42 35 12 - 06 72 46 25 04